

Actions des gouvernements sur l'économie



Table des matières

Introduction.....	3
1. L'économie Française	3
1.1 La croissance.....	4
1.2 La France une puissance a en devenir	5
2. Economie Européenne	7
2.1 Le financement	8
3. La Chine	13
4. L'impact des actions du gouvernement britannique au Royaume-Uni.....	18
4.1 Fondement de l'économie britannique.....	18
4.2 L'économie actuel du Royaume-Uni	21
4.3 Prévision sur l'économie du Royaume-Uni	22
Conclusion	23
Sources	24

Introduction

Au cours de ce rapport nous allons étudier les différentes actions économiques des différentes puissances du monde et ce qui a fait que ces pays deviennent de telles puissances économiques par rapport à leurs différents politiques économiques.

1. L'économie Française

Le noyau de l'économie Française se situe au ministère de l'Économie et des Finances. Plus connu sous le nom de "Bercy", en raison de l'implantation de son administration centrale en plein cœur du quartier de Bercy, dans le 12ème arrondissement de Paris.

Il a pour mission générale de conseiller, préparer et exécuter la politique définie par le gouvernement dans le domaine de l'économie, des finances, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi qu'en matière d'industrie, de services, de petites et moyennes entreprises, d'artisanat, de commerce, de postes et communications électroniques, de suivi et de soutien des activités touristiques.

L'objectif économique principale en France est d'augmenter la croissance.



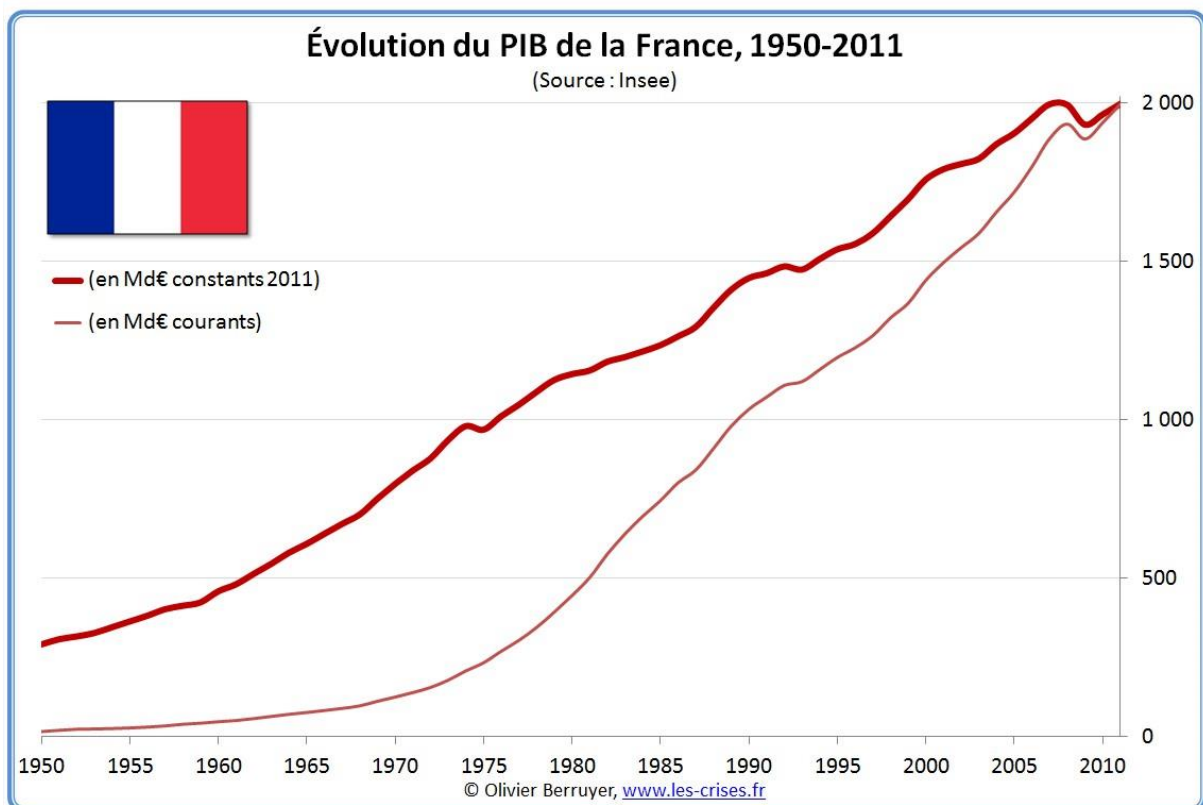
On entend très souvent ce mot dans les médias mais peu de personne savent ce que signifie la croissance en France.

1.1 La croissance

La croissance économique correspond à l'augmentation de la production de biens et de services d'un ensemble économique sur une période donnée.

Le phénomène de croissance apparaît avec la révolution agricole des XVI^e et XVII^e siècles, en Angleterre et aux Pays-Bas. Pour la première fois, des pays voient leur volume global de production augmenter plus vite que leur population sur une longue période et de manière soutenue. La croissance connaît une accélération avec la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle. Elle se caractérise par le passage d'une société majoritairement agricole à une société industrielle qui propose nettement plus d'emplois que l'agriculture. Cette révolution est notamment due au boum ferroviaire de 1840.

La croissance économique de la France est calculée à partir de l'**évolution du produit intérieur brut (PIB)**. Il représente l'addition des valeurs ajoutées de l'ensemble des entreprises et des administrations d'un pays, ainsi que les droits de douane. Ainsi, la variation du produit intérieur brut est mesurée pour évaluer le dynamisme de l'économie d'un pays.



Les **progrès techniques** jouent un rôle déterminant dans la croissance, permettant d'améliorer la compétitivité et la rentabilité.

En 2018, la France est la 6^{ème} puissance économique mondiale ainsi que la 3^{ème} puissance économique européenne. Elle se situe derrière les [États-Unis](#), la [Chine](#), le [Japon](#), l'[Allemagne](#) et, le [Royaume-Uni](#).

Il existe différentes types d'économies et l'économie française est plutôt une économie de services c'est-à-dire que la majeure partie de la population est dans le secteur tertiaire (commerce, administration, transports...). Mais alors comment la France est-elle devenue une aussi grande puissance économique ? C'est ce que nous allons voir par la suite en étudiant les actions économiques des gouvernements qui ont rendu la France aussi puissante dans ce domaine notamment au cours du XXème siècle.

1.2 La France une puissance a en devenir

La France a commencé à devenir une grande puissance économique mondiale à partir de la première révolution industrielle au XVIIIème siècle et plus particulièrement lors de la libéralisation économique (possibilité offerte à d'autres acteurs d'intervenir sur le marché) et du traité franco-anglais (appelée aussi traité de Cobden-Chevalier) de 1860. Il s'agit d'un traité de libre-échange entre la France le Royaume-Uni qui a pour but d'abolir les taxes douanières sur les matières premières et la majorité des produits alimentaires entre les deux pays et sortir la France de sa politique protectionniste. L'objectif était donc de s'exporter économiquement dans d'autres régions que la France pour pouvoir accéder à différents marchés économiques et ainsi augmenter considérablement la productivité et donc la croissance.



Malheureusement, la France reviendra rapidement dans une politique protectionniste qui réduira son développement économique et augmentera son retard sur le plan économique par rapport aux autres grandes puissances tel que les Etats-Unis. Cependant, dès 1945 la France connaît une période d'ascension économique fulgurante.

En effet, la France après la seconde guerre mondiale va connaître une période de très forte augmentation de sa croissance économique (de 2%/an à 5%/an) cette période historique va durer pas loin de 30 ans. Les économistes appellent cette période les 30 glorieuses (1945-1973). Cette forte croissance est rendue possible par la forte mobilisation du facteur travail, notamment à travers une

augmentation de la durée de travail certainement due à l'après-guerre qui implique toute la population à reconstruire le pays.

À partir des années 1950, la croissance est essentiellement due aux forts gains de productivité alors que le temps de travail diminue à partir du milieu des années 1960.

L'essentiel de la croissance provient donc de très forts gains de productivité. On peut attribuer ces gains de productivité très élevés à plusieurs causes, non exclusives. Premièrement, l'économie française rattrape, par imitation, l'économie la plus productive du monde, les États-Unis. Ce phénomène n'est pas propre à la France, et se retrouve dans la plupart des économies développées. Ce rattrapage est de nature dynamique : la croissance de la productivité a un niveau historiquement élevé également aux États-Unis, mais elle y est plus faible qu'en France.

Outre ce processus de rattrapage, d'autres dynamiques sont donc à l'œuvre. En particulier, la croissance tient à des mécanismes de régulation interne. Elle est assise sur l'approfondissement de l'organisation du travail fordiste, qui génère de forts gains de productivité, gains de productivité qui sont redistribués sous la forme de hausses de salaire. Ces hausses salariales vont nourrir l'accroissement de la demande de biens nationaux, dans le cadre d'une économie relativement fermée. Cette hausse de la demande va, à son tour, stimuler les gains de productivité sous la forme d'économies d'échelle. Un cercle vertueux de la croissance fordiste est donc à l'œuvre. Ce cercle est particulièrement vertueux en France, puisque, comme Angus Maddison le souligne, entre 1950 et 1979, la France a rattrapé la productivité américaine comme aucun autre grand pays industriel ne l'a fait sur la même période.

Sa grande puissance économique s'est construite lors de ces années mais également plus tard avec sa participation à l'Union Européenne. Nous allons donc voir quelles ont été les actions économiques de l'UE pour ces pays membres.

2. Economie Européenne

Qu'est-ce que l'union européenne ?

L'Union européenne (UE) est l'association volontaire d'États européens, dans les domaines économique et politique commune, afin d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social.

En se mettant d'accord, les États membres peuvent par exemple améliorer les échanges commerciaux entre eux, s'entraider en cas de difficultés économiques et préserver la paix. Il s'agit aussi de parler d'une même voix et d'être plus puissant au moment de négocier avec d'autres pays. La structure juridique de l'Europe repose sur des traités ratifiés par les États.

Si les États membres restent des nations souveraines et indépendantes, ils délèguent une partie de leurs pouvoirs à des institutions. Voici les trois principales. Le Parlement vote les lois et le budget de l'Europe. La Commission européenne propose les textes de loi qui seront ou non validés par le Parlement. Le conseil de l'UE réunit les ministres des États membres dans un domaine précis. Au sein de l'Union, 19 pays utilisent l'euro, devise unique gérée par la Banque centrale européenne.

Depuis le 1er juillet 2013, l'UE compte 28 membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

L'union Européenne, deuxième puissance économique mondiale :

Avec 17 300 milliards de dollars en 2017 selon la Banque mondiale (15 330M d'euros selon Eurostat), l'Union européenne est la 2e puissance économique du monde (elle était la première en 2014). Elle représente 21% du PIB mondial, derrière les Etats-Unis (24%) et devant la Chine (15%), le Japon (6%), l'Inde (3%), le Brésil (3%) et le Canada (2%).

Le revenu national (RNB) de ses habitants est d'environ 41 000 dollars par personne en 2017 (environ 38 000 euros), loin derrière le Qatar (128 000 dollars) ou encore les Etats-Unis (60 000 dollars).

Comme le reste du monde, l'Union européenne a été fortement touchée par la crise économique et financière à partir de 2008. Après plusieurs périodes de récession, elle a renoué avec la croissance à partir de 2013, son PIB ayant augmenté d'au moins 2% chaque année depuis 2015. Par ailleurs, pour la première fois depuis 2008, le PIB de tous les pays de l'Union européenne croît depuis 2017.

La crise a également provoqué une explosion des déficits et des dettes publiques des Etats membres, notamment dans la zone euro. Toutefois ceux-ci sont désormais en nette diminution : le déficit public de la zone euro était de 0,1% du PIB au 2e trimestre 2018, tandis qu'au même moment sa dette publique était de 86,3% du PIB.

Le taux de chômage, lui aussi en forte augmentation depuis l'éclatement de la crise, s'est réduit à 6,6% en janvier 2019 dans l'Union européenne (7,9% en zone euro).

2.1 Le financement

Les Recettes de l'Union Européenne :

L'objectif des recettes est d'assurer l'autonomie financière de l'Union Européenne, dans le respect des budgets établis.

Le budget de l'Union Européenne est principalement financé par des ressources propres (99%). Les recettes annuelles doivent complètement couvrir les dépenses annuelles.

Différentes recettes :

- Ressources propres "traditionnelles"

Elles se composent des droits de douane, des droits agricoles et des cotisations «sucre» et «isoglucose». Elles ont été créées par la décision de 1970 et sont perçues depuis lors. En 2016, les ressources propres «traditionnelles» représentaient 14 % du total des recettes de l'Union.

- Ressources propres fondées sur la TVA

Elle repose actuellement sur le transfert à l'Union d'une part du montant estimé de la TVA perçue par les États membres. Bien que cette ressource ait été prévue par la décision de 1970, il a fallu attendre l'harmonisation des systèmes de TVA entre les États membres, en 1979, pour qu'elle soit collectée. En 2016, la ressource de la TVA s'élevait à 10,9 % du total des recettes.

- Ressources propres fondées sur le revenu national brut (RNB)

Cette ressource propre consiste en un prélèvement sur le RNB des États membres à hauteur d'un pourcentage unique fixé dans la procédure budgétaire annuelle. À l'origine, elle ne devait être perçue que si les autres ressources propres étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses, mais elle finance aujourd'hui l'essentiel du budget de l'Union. La ressource fondée sur le revenu national brut a triplé depuis la fin des années 90, en 2016, elle représentait 65,4 % des recettes de l'Union.

- Autres recettes

Les autres recettes comprennent les impôts versés par le personnel de l'Union sur ses rémunérations, les contributions de pays tiers à certains programmes de l'Union et les amendes payées par les entreprises qui enfreignent les règles de concurrence ou d'autres législations. Le solde de chaque exercice est inscrit dans le budget de l'exercice suivant en recette, s'il s'agit d'un excédent. En 2016, les autres recettes, le solde reporté et les ajustements techniques ont représenté 9,7 % du total des recettes.

Les dépenses de l'Union Européenne :

L'objectif des dépenses est de financer les politiques de l'Union Européenne dans le respect du budget donné.

Le budget de l'organisation obéit à neuf principes qui sont l'unité, la vérité budgétaire, l'annualité, l'équilibre, l'unité monétaire (l'euro), l'universalité, la spécialité (chaque crédit est affecté à une dépense de nature définie), la bonne gestion financière et la transparence.

Structure budgétaire :

1. Dépenses opérationnelles et administratives

Le budget général comprend une section par institution, soit dix au total. En 2018, les dépenses administratives globales correspondent à 6,04 % du budget total, qui est de 160,1135 milliards d'euros.

La Commission utilise une nouvelle nomenclature budgétaire qui présente les ressources par domaine d'action et par activité, ce qui permet d'évaluer plus facilement le coût et l'efficacité de chaque politique de l'Union (établissement du budget par activités).

2. Cadre financier pluriannuel (CPF)

Depuis 1988, les dépenses de l'Union s'inscrivent dans un cadre pluriannuel, où elles sont ventilées en rubriques correspondant aux grands domaines d'action et sont assorties de plafonds traduisant les grandes priorités budgétaires de la période prise en considération. Si la première période de programmation a duré cinq ans, la durée des suivantes a été portée à sept ans. Les budgets annuels doivent respecter les limites fixées dans le cadre pluriannuel.

La politique agricole et rurale reste la première en dotation budgétaire, suivie par la politique régionale. Le tableau ci-dessous présente la structure du budget 2018 organisée autour des domaines d'action définis par le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 en vigueur actuellement.

Budget 2018 adopté: ventilation des crédits d'engagement selon les catégories du CFP :

Rubrique du CFP	En millions d'euros	%
Compétitivité pour la croissance et l'emploi	22 001,5	13.7%
Cohésion économique, sociale et territoriale	55 532,2	34,7 %
Croissance durable: ressources naturelles	59 285,3	37,0 %
Sécurité et citoyenneté	3 493,2	2,2 %
L'Europe dans le monde	9 568,8	6,0 %
Administration	9 665,5	6,0 %
Divers	566,9	0,4 %
Total	160 113,5	100,0 %

Rôle du parlement Européen :

Avant l'adoption du traité de Lisbonne, les dépenses budgétaires étaient classées soit en dépenses obligatoires, si elles concernaient les obligations découlant des traités ou des actes arrêtés en vertu de ceux-ci, soit en dépenses non obligatoires. Le Parlement décidait en dernier ressort des dépenses non obligatoires, tandis que le Conseil avait le dernier mot sur les dépenses obligatoires. Le Parlement s'est opposé à cette distinction, considérant qu'elle limitait ses compétences. Le traité de Lisbonne abolit la distinction entre dépenses obligatoires et dépenses non obligatoires et confère au Parlement des compétences budgétaires conjointement avec le Conseil sur l'ensemble du budget.

Le Parlement a insisté sur la transparence budgétaire et le contrôle effectif de toutes les opérations et de tous les instruments et demandé que toutes les dépenses et les recettes résultant de décisions

prises par les institutions européennes ou en leur nom, y compris les opérations de prêt, d'emprunt et de garantie, soient résumées dans un document annexé chaque année au projet de budget, de manière à donner une vue générale des conséquences financières et budgétaires des activités de l'Union.

La commission du contrôle budgétaire du Parlement organise une session annuelle avec la BEI, afin d'en examiner les activités financières, et prépare un rapport annuel dans lequel elle évalue la performance et les résultats de la BEI pour l'année écoulée. La commission des budgets et la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement sont convenues d'élaborer un rapport annuel leur permettant d'évaluer les actions actuelles et futures de la BEI, rapport dont elles se chargent à tour de rôle. Tout en reconnaissant que les instruments financiers pouvaient s'avérer très utiles pour renforcer l'efficacité des fonds de l'Union, le Parlement a souligné qu'ils ne devaient être mis en œuvre que dans des conditions strictes, afin d'éviter tout risque budgétaire. À cette fin, des règles détaillées concernant l'utilisation des instruments financiers ont été intégrées dans le règlement financier.

Quelques actions de l'Union Européenne sur l'économie :

Le renforcement de la coordination économique après la crise

La crise économique et financière de 2008 a mis en lumière un certain nombre de lacunes dans la coordination économique des Etats européens : manque de convergence entre les économies, mécanismes de solidarité inefficaces, faiblesse des banques...

Pour y faire face, plusieurs instruments ont ainsi été créés ou renforcés après la crise. Pour n'en citer que quelques-uns, le Semestre européen permet à l'Union européenne de mieux contrôler les comptes de chaque Etat, afin d'éviter tout dérapage budgétaire de l'un d'entre eux qui pourrait mettre les autres en péril.

Plusieurs pays du Sud, au premier rang desquels la Grèce, ayant été fortement touchés par la crise, un mécanisme européen de stabilité apporte, sous conditions, une aide financière aux États et banques en difficulté.

La Banque centrale européenne a quant à elle racheté les dettes des Etats en difficulté, une mesure longtemps considérée comme taboue, en particulier par l'Allemagne.

L'Union bancaire, encore inachevée, renforce la prévention et la gestion des éventuelles faillites éventuelles des 130 plus grands établissements bancaires.

Avec l'éclatement de la crise économique et financière en 2008, les investissements ont en effet rapidement chuté (-15% les premières années), amplifiant le ralentissement de l'économie. Les investisseurs, publics comme privés, sont plus réticents qu'auparavant à participer au financement de projets qu'ils jugent incertains. Le plan Juncker, tout comme le projet d'union des marchés de capitaux, visent à relancer l'investissement et l'industrie en Europe. Il a pour objectif de mobiliser 315 milliards d'euros d'investissements de 2015 à 2018, pour compenser le déficit d'investissement dont souffre l'UE. L'objectif a été atteint en juillet 2018 et porté 500 milliards d'euros pour l'horizon 2020.

Via le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), le plan Juncker a pour vocation de financer la réalisation de projets industriels au sein de l'Union européenne.

Deux grands types de projets sont concernés :

- Des grands projets portant sur un secteur d'avenir : infrastructures (transport, haut débit, énergie, numérique...) mais aussi utilisation plus efficace des ressources et énergies renouvelables, fonds d'investissement de long terme, recherche et innovation...
- Des projets innovants portés par des petites et moyennes entreprises (PME : capital, micro-crédits) ou des entreprises de taille intermédiaire (ETI : crédits pour les projets de recherche et développement, capital risque pour des prototypes). Ces projets sont généralement financés via le Fonds européen d'investissement (FEI), filiale de la BEI, qui apporte sa garantie aux banques nationales qui souhaitent prêter à ces entreprises.

De Maastricht au pacte de stabilité et croissance

Durant les travaux de mise en place de l'union économique et monétaire (UEM) à partir de 1988, plusieurs principes de coordination budgétaire ont été établis. Ces règles, inscrites en 1992 dans le traité de Maastricht, concernent notamment le solde budgétaire (solde annuel des dépenses publiques : déficit ou excédent) et l'endettement public (accumulation des déficits annuels). Il s'agit de deux des cinq critères de convergence, prévus par le traité : une limitation du déficit, qui doit être inférieur à 3% du PIB, et un plafonnement de l'endettement, qui ne doit pas dépasser 60% du PIB.

En juin 1997, alors que la zone euro est sur le point d'être mise en place, le Conseil européen adopte le pacte de stabilité et de croissance (PSC), dont l'objectif est de réaffirmer plus fermement la discipline budgétaire nécessaire à l'harmonie de l'UEM. Même si la politique budgétaire demeure une compétence nationale (contrairement à la politique monétaire), elle est encadrée par le PSC, qui se compose de deux règlements (1466/97 et 1467/97).

Le premier concerne le "volet préventif du pacte". Il prévoit notamment que les Etats membres présentent tous les ans un programme de stabilité (pour les participants à la zone euro) ou un programme de convergence (pour les autres Etats). Le deuxième règlement est le volet correctif du pacte. En cas de déficit excessif, le Conseil Ecofin adresse alors des recommandations à l'Etat en question, puis, peut prendre des sanctions : dépôt auprès de la BCE qui peut devenir une amende (de 0,2 à 0,5 % PIB de l'Etat en question) si le déficit excessif n'est pas comblé.

3. La Chine

Alors que dans les années 1960, la Chine apparaît encore comme un pays largement rural, replié sur lui-même, c'est désormais une puissance économique de premier plan. Comment la Chine a pu se moderniser et devenir un géant économique ?

Depuis 1949, la Chine est un état communiste. Jusqu'en 1977, la voie chinoise, ou « maoïsme » privilégiait l'autarcie économique, le développement rural et une très forte centralisation de la production (l'État décidait des commandes et attribuait les matières premières aux entreprises nationales). Après la mort de Mao en 1976, des dirigeants chinois modernistes, tel Deng Xiaoping, ont décidé d'ouvrir l'économie chinoise sur l'extérieur pour lui permettre de rattraper son retard sur l'Occident et les pays asiatiques voisins.

A titre expérimental, **des zones économiques spéciales (ZES)** ont été créées en 1980 sur le littoral (à Shenzhen par exemple) avec une fiscalité et des lois sociales avantageuses, dans le but d'attirer les capitaux étrangers. Au cours des années 1980 et 1990, une large partie du secteur productif d'état a été privatisé.

Face au succès des ZES, le dispositif a été élargi à d'autres régions du littoral chinois. En 1992, Deng Xiaoping lance publiquement le concept étonnant « **d'économie socialiste de marché** » : le pouvoir reste communiste mais le système économique s'oriente vers le capitalisme. Le pays se dote de bourses et fait son entrée à l'OMC en 2002.

Par l'abondance d'une **main d'œuvre très bon marché** (les salaires chinois sont 40 fois inférieurs à ceux des ouvriers américains), un **soutien du pouvoir** et une **localisation stratégique près des voies maritimes majeures**, la Chine a connu un développement économique rapide. Sur la période 1990 et 2006, la croissance chinoise a été d'environ 10%/an.

Les provinces littorales sont désormais « l'atelier du monde » et le « made in China » devient la norme (20% des textiles mondiaux, 70% des jouets et 98% des articles de Noël par exemple). Parfois qualifiée « d'usine du monde », la Chine est la plus grande économie industrielle et exportatrice de biens au monde. La Chine est également le marché de consommation le plus dynamique au monde et le deuxième plus grand importateur de marchandises. Elle est un importateur net de produits de services. En 2016, la Chine était la deuxième plus grande nation commerçante du monde et a joué un rôle de premier plan dans le commerce international.

Elle s'est de plus en plus engagée dans les organisations et traités commerciaux au cours des dernières années. La Chine est ainsi devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Elle a également conclu des accords de libre-échange avec plusieurs pays, notamment ceux de l'ASEAN, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la Corée du Sud et la Suisse. Les provinces des régions

côtières de la Chine sont plus industrialisées, tandis que les régions de l'arrière-pays sont moins développées. L'importance économique de la Chine a augmenté, tout comme l'attention portée à la structure et à la santé de l'économie.

En 2009, la Chine est devenue la seule nation asiatique à avoir un PIB (PPP) supérieur à 10 000 milliards de dollars, aux côtés des États-Unis et de l'Union européenne. En 2015, la Chine est devenue la première nation à afficher un PIB (PPA) supérieur à 20 000 milliards de dollars, doublant ainsi sa production globale dans des délais jusqu'ici inédits (six ans). Au fur et à mesure que l'économie de la Chine se développe, le renminbi chinois, qui subit le processus nécessaire à son internationalisation, fait de même. La Chine a initié la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures en 2015. Par son fulgurant développement économique, la ville de Shenzhen est qualifiée de prochaine Silicon Valley dans le monde.

Pour apprécier le caractère exceptionnel de la performance économique de la Chine depuis les réformes et ouverture économiques entamées il y a 36 ans, il convient de se placer dans une perspective historique et comparer la Chine avec d'autres pays en transition ou émergents.

Du point de vue historique, une croissance rapide et soutenue du revenu par habitant est un phénomène moderne. Selon les historiens de l'économie, la croissance du revenu annuel moyen par habitant dans l'Europe de l'Ouest était seulement de 0,05 % avant le 18^e siècle ; il montait à environ 1 % au 19^e siècle et atteignait environ 2 % au cours du 20^e siècle (Maddison 2001). Autrement dit, le revenu par habitant en Europe a pris 1400 ans pour doubler avant le 18^e siècle, environ 70 ans dans le 19^e siècle et 35 ans par la suite.

Cette accélération de la croissance s'explique par le changement de mode d'innovations technologiques avant et après la révolution industrielle au 18^e siècle : les innovations basées sur l'expérience au quotidien des artisans et des paysans sont de plus en plus remplacées par celles basées sur les expériences menées avec des méthodes scientifiques sur le terrain et dans les laboratoires. La révolution industrielle est un processus de transformation industrielle, économique, sociale et institutionnelle, qui a permis de traduire ces innovations en croissance effective. Dans ce processus, la force de travail, qui était majoritairement dans la production agricole en autarcie, se déplace vers le secteur manufacturier et celui de services. Le secteur manufacturier passe graduellement des industries intensives en travail aux industries intensives en capital et en hautes technologies. Au stade final de ce processus, le secteur de services domine les autres secteurs.

Les innovations technologiques et le changement de structure de l'économie qu'elles induisent impliquent un accroissement de l'économie d'échelle, un besoin croissant en capital financier et humain, un accroissement de la taille du marché pour écouler la production de masse, et une hausse significative des risques.

Pour faire face à ces problèmes et réaliser le potentiel de croissance libéré par les nouvelles technologies et l'industrialisation, l'Etat doit s'efforcer d'améliorer les infrastructures matérielles comme les réseaux d'énergie et de routes, et les infrastructures immatérielles telles que le cadre juridique, les institutions financières, la régulation des marchés, et le système éducatif. En effet, il s'agit des biens et des services publics que le secteur privé ne peut pas toujours fournir en quantité suffisante.

La croissance très rapide de la Chine durant la période de transition est rendu possible par le retard de développement de Chine par rapport aux pays développés au moment où commencent les réformes et l'ouverture de l'économie nationale. Un pays en retard peut importer et absorber les technologies existantes, ce processus est beaucoup plus rapide que celui de créer de nouvelles technologies économiquement viables lorsqu'un pays se trouve sur la frontière des technologies et doit découvrir les nouvelles technologies.

Connaissant les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires et sachant comment les mettre en place pour accélérer la croissance, un pays comme la Chine peut croître à un rythme beaucoup plus élevé que celui des pays développés pendant des décennies jusqu'à ce que l'écart du revenu par habitant soit nettement réduit par rapport à ces pays (Lin, 2012). A cet égard, la Chine n'est pas le seul exemple, avant elle, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, et Taiwan ont connu des périodes prolongées de forte croissance. Il convient de noter que le retard de développement n'implique pas automatiquement un décollage économique car beaucoup de pays restent dans la trappe de pauvreté.

Les réformes graduelles bien menées, l'ouverture de l'économie vers l'international en vue d'acquérir des technologies et des savoir-faire avancés ainsi qu'un système politique réformé fonctionnant plus efficacement ont permis d'exploiter le potentiel de croissance dû au retard de développement.

La pertinence de l'approche graduelle de la réforme adoptée par la Chine à la fin des années 1970 n'a été perçue que tardivement par les économistes occidentaux. En effet, la proposition la plus en vogue dans les années 1980 était la « thérapie de choc » prônant une réforme accélérée visant à adopter l'ensemble des règles de l'économie de marché dans une économie en développement. Il s'agissait de supprimer toutes les distorsions, en mettant en œuvre des programmes simultanés de libéralisation, de privatisation et de marchandisation, afin d'atteindre l'optimum social du premier rang.

La « thérapie de choc » ignore le fait que les agents économiques ont besoin du temps pour apprendre les nouvelles règles, et veulent voir les résultats bénéfiques concrets pour participer ou ne pas s'opposer aux réformes. En plus, elle ne prévoit pas qu'une élimination immédiate de toutes les distorsions entraîne la faillite massive des firmes non-viables, une contraction importante de la production et une poussée du chômage. Craignant ces conséquences, beaucoup de pays en développement ne réforment pas et continuent à subventionner des firmes inefficaces, ce qui a pour conséquence de ralentir la croissance économique.

L'approche pragmatique, graduelle et à double voie adoptée par la Chine offre une bonne alternative à la « thérapie de choc » car elle permet de réformer sans perdants et donc de garder la stabilité sociale et politique tout en créant une dynamique de croissance durable. Les premières réformes adoptées par le gouvernement chinois donnaient des incitations claires aux participants tout en améliorant la productivité des firmes. Par ailleurs, le gouvernement libéralisait d'abord l'entrée des entreprises privées et des investissements directs étrangers (des coentreprises dans un premier temps) dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre pour profiter des avantages comparatifs et pour initier un processus d'apprentissage où les entreprises chinoises pouvaient progressivement monter dans la chaîne de valeur. Ces premières réformes créaient ainsi une dynamique de croissance forte et préparaient les conditions nécessaires pour libéraliser les secteurs prioritaires et fortement protégés

les uns après les autres. Des réformes plus approfondies étaient introduites au fur et à mesure que telle ou telle autre devenait de plus en plus indispensable.

La Chine s'est inspirée de l'expérience réussie des pays de l'Asie de l'Est, qui consiste à développer une économie fortement exportatrice afin d'importer les technologies nécessaires pour se moderniser graduellement et le plus rapidement possible. Le gouvernement chinois a pris des mesures politiques favorables à l'apprentissage des technologies. Notamment, il insiste sans cesse sur l'importance d'acquérir les nouvelles technologies, améliore le système de protection de droits de propriétés intellectuels, et investit massivement dans les R&D et l'éducation.

Pour permettre aux entreprises nationales d'apprendre des expériences des entreprises étrangères, les premières mesures obligent les investisseurs étrangers à s'associer aux entreprises chinoises. Les entreprises étrangères découvrent rapidement que la Chine dispose d'une main d'œuvre capable de maîtriser des technologies sophistiquées, ce qui les conduit à introduire de plus en plus de technologies en Chine. Pour moderniser les entreprises nationales, la Chine utilise de plus en plus de ressources financières pour importer des biens d'équipement à haute technologie et à acheter puis à absorber des technologies avancées pour ensuite innover et créer de nouvelles technologies, ce qui accélère considérablement le processus de modernisation. Pour accompagner la montée dans la chaîne de valeur, l'Etat a investi massivement dans les infrastructures matérielles (réseaux d'énergies, autoroutes, aéroports, métro, ports, train à grande vitesse) qui sont développées en prévision d'une accélération de la croissance, sans oublier l'adaptation des infrastructures immatérielles (lois, institutions, système éducatif et organismes de recherche).

La croissance rapide de l'économie chinoise ne peut se dissocier de la réorganisation du pouvoir politique chinois autour de la nouvelle stratégie de développement économique. Il est intéressant de constater que la Chine a pu réussir sans changer le régime politique alors que les pays de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique sont convaincus de la nécessité d'un tel changement pour accéder à une croissance plus rapide.

Après son arrivée au pouvoir, Deng Xiaoping a modifié le système politique en éliminant le mandat à vie des dirigeants de très hauts rangs, en décentralisant les pouvoirs administratifs et en rendant les dirigeants responsables du développement économique de la région qu'ils gouvernent. Le nouveau système politique et administratif permet de résoudre le problème d'incitation et encourage les dirigeants locaux et régionaux à faire des expériences de réforme (Xu, 2012). Les expériences réussies sont ensuite généralisées au niveau national.

Notons que chaque entité gouvernementale est dirigée par un responsable administratif et un responsable politique. Cette gouvernance créée par Mao Zedong dans les années 1930, pendant la période de guerre civile opposant le parti communiste au parti nationaliste a pour effet de faire jouer la rivalité entre les dirigeants, ce qui réduit le risque d'inertie. Les nouvelles institutions telles que les organismes d'audit et d'inspection disciplinaire sont créées afin de réduire les corruptions qui émergent dans un contexte d'économie de marché. Par ailleurs, la Chine adapte ses institutions et en crée d'autres pour faire face aux problèmes soulevés par le développement de l'économie de marché. Le nouveau système politique et administratif chinois, initié par Deng Xiaoping, a certainement des avantages du point de vue du développement économique par rapport à celui des pays dirigés par un dictateur qui privilégie ses proches afin d'accaparer la richesse du pays au mépris des compétences. Il est plus efficace que celui des pays émergents avec une démocratie immature dirigée par des hommes

politiques élus sans nécessairement avoir de bonnes expériences en matière de développement économique.

Le pays attire les capitaux étrangers (c'est le **premier pôle d'accueil des IDE**, Investissements direct à l'étranger) venus de la diaspora chinoise d'Asie et plus largement du reste de la Triade (Japon, Etats-Unis, Union européenne). Les multinationales étrangères y implantent leur centre de production et les transnationales purement chinoises prennent aussi de l'importance (TCL dans l'électroménager, China Petroleum pour les hydrocarbures ou Lénovo, 3^e fabricant mondial d'ordinateurs).

Les métropoles chinoises s'embellissent en laissant une place de plus en plus importante aux automobiles, signe de l'enrichissement **d'une nouvelle classe moyenne** avide de consommation.

Pour conclure, La Chine s'est ouverte au commerce mondial depuis 1979, d'abord par des Zones Economiques Spéciales (ZES), puis plus largement en privatisant les entreprises d'état et en favorisant l'arrivée d'investissements étrangers. Cela a permis un **décollage économique rapide et très important** (10% de croissance/an en moyenne dans les années 1990) et **l'enrichissement d'une nouvelle classe moyenne**. Le pays est devenu le **3^e exportateur de la planète**. Toutefois, **cette croissance est inégale** selon les espaces et favorisent plutôt les provinces littorales que l'intérieur du pays plus pauvre.

4. L'impact des actions du gouvernement britannique au Royaume-Uni

Le Royaume Uni est connu pour son riche mélange d'art et de science, mais également pour sa forte économie. En effet, elle a vu naître de grands économistes tels que Adam Smith, Milton Friedman, John Stuart Mill, etc. La présence de ces esprits brillants aida le Royaume Uni à former une base et des connaissances solides dans le développement de l'économie. Le Royaume Uni disposait également de ressources naturelles abondantes, qui étaient utilisées de manière stratégique pour la consommation intérieure et le commerce international. Il est donc important de comprendre la formation et le fonctionnement de l'économie britannique.

4.1 Fondement de l'économie britannique

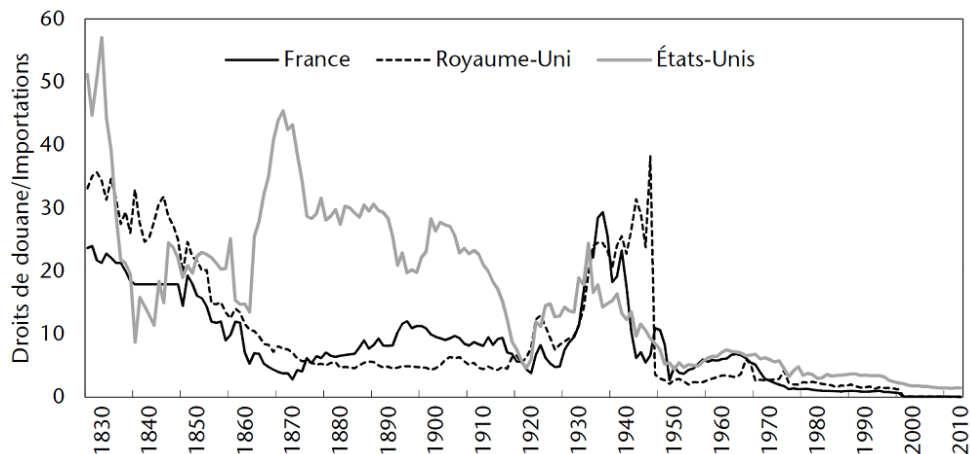
L'économie du Royaume-Uni a beaucoup changé au grès des différents gouvernements. L'histoire de l'économie britannique remonte au XVIII^e siècle, période durant laquelle le Royaume-Uni se positionne comme une des régions les plus prospères au niveau économique en Europe, notamment grâce à son vaste Empire colonial qui représente presque un tiers de la superficie terrestre en 1914. Depuis lors, l'économie s'est développée de différentes manières.

Au XVII^e siècle, le Royaume Uni domine l'économie européenne et mondiale avec l'arrivée de la Révolution Industrielle (1770-1820). La révolution industrielle a joué un rôle majeur dans le développement du Royaume Uni. Il fut le premier pays au monde à se faire industrialiser ce qui le plaça comme un véritable chef de file du secteur bancaire national et international, de l'entrepreneuriat et du commerce. La révolution industrielle a initié un important changement structurel dans l'organisation économique mondiale, la majorité des pays passant d'une société agricole traditionnelle à une économie industrielle basée sur des méthodes capitalistes. En 90 ans, le PIB par habitant a presque doublé, un tiers de la population est employée dans le secteur manufacturier et l'urbanisation s'intensifie.

Au XIX^e siècle, le gouvernement du Royaume-Uni abandonne sa politique économique mercantiliste (théorie économique selon laquelle le commerce génère de la richesse et est stimulée par l'accumulation de soldes rentables qu'un gouvernement devrait encourager par le biais du protectionnisme) pour se tourner vers une politique de libre-échange. Ce "laissez-faire" économique se traduit par une réduction du nombre de barrières douanières et du tarifs

douaniers, marquant le début du commerce international. On qualifie même Le Royaume Uni comme «l'atelier du monde», produisant de tout.

Londres devient la plus grande capitale du monde et le centre de la politique, de la finance et du commerce.



Graphique représentant l'évolution des droits de douanes en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis

Au XXe siècle, l'économie du Royaume-Uni connaît un véritable déclin. À partir des années 1920, l'économie britannique subit les effets de la Première Guerre mondiale. Puis, en 1929, le krach de Wall Street (effondrement du marché boursier américain) affecte l'économie internationale. La valeur des exportations britanniques est réduite de moitié, entraînant une grande pauvreté dans les zones industrielles ce qui affecte fortement la classe ouvrière. Le Royaume-Uni entre dans une période de crise majeure en matière de chômage et de pauvreté : la Grande Dépression. Pour sortir le pays de cette crise, le gouvernement s'éloigne de sa politique de libre-échange pour adopter une réforme tarifaire comme mesure de protectionnisme.

Après la Seconde Guerre Mondiale, bien que le Royaume-Uni ait remporté la victoire finale dans la guerre, les conséquences économiques furent importantes. En effet, pour financer l'effort de guerre, le gouvernement a été contraint de vendre l'essentiel des avoirs britanniques à l'étranger et la plupart des réserves d'or et de monnaie britanniques sont épuisées. Le Royaume-Uni connaît une période de déficits, chômage, conflits sociaux et d'inflation, on qualifie même le pays comme étant de "l'homme malade de l'Europe". Son économie est caractérisée par une croissance faible ou nulle, une inflation élevée et un chômage en hausse. C'était l'ère de la «stagflation». En 1976, la valeur de la livre dégringole,

contraignant le gouvernement à accepter un prêt de 3,9 milliards de dollars du Fonds Monétaire International, le plus grand prêt de l'histoire.

Au cours des années 1980, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher poursuit une politique économique du monétarisme. Contrairement à la politique antérieure du gouvernement, le monétarisme donne la priorité à la maîtrise de l'inflation par rapport au chômage. La privatisation, accompagnée de conflits de travail généralisés, a entraîné la perte de dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs de l'extraction du charbon et de l'industrie lourde. Bien que le niveau de vie ait été amélioré au niveau national, la disparité des revenus s'est accrue mais le taux de chômage et d'inflation ont été progressivement réduits mais sont restés élevés jusqu'à la fin des années 90.

A la fin du XIX^e siècle la politique gouvernementale nationale, de Tony Blair, en total opposition à la précédente, augmente les dépenses publiques en soins de santé et en éducation adoptant une politique économique socio-libérale. Il met en place un certain nombre de stratégies visant à réduire le chômage, notamment une expansion du secteur public. Le taux de chômage a constamment été inférieur à 1,5 million au cours de la première moitié des années 2000. L'économie britannique se porte bien et les revenus réels des Britanniques ont augmenté de 18% entre 1997 et 2006.

En 2007-2008, la crise financière impact fortement l'économie britannique qui devient instable. Au Royaume-Uni, le chômage augmente, touchant en particulier les 18-24 ans, le PIB de 2008 diminue de 1,5% et le pays entre dans une période de récession.

4.2 L'économie actuel du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a une économie mixte basée sur le système capitaliste de libre-échange et d'économie mondiale. La plupart des décisions sont prises par le marché. Cependant, certaines décisions sont prises par le gouvernement, par exemple celles concernant les services publics : la construction de routes, la construction d'écoles et d'hôpitaux, l'approvisionnement en médicaments dans les hôpitaux, etc. Ainsi, les entreprises privées sont libres de produire et vendre des biens, mais elles restent soumises à une réglementation et à un contrôle indirect de la part du gouvernement.

En 2018, selon les données du FMI, le Royaume-Uni est la cinquième économie mondiale, son PIB s'élevant à 2 828 640 millions de dollars. C'est un des plus grands producteurs de monde, l'économie est essentiellement générée par les services qui représentent presque 80% du PIB et le secteur des services financiers est aussi important car Londres est un grand centre financier. Le secteur industriel s'appuie principalement sur les industries aérospatiale, chimique, pharmaceutique et automobile. La crise financière mondiale a posé de nombreux problèmes à l'économie britannique, mais le pays est resté une des économies du G7 avec une rapide croissance mais avec l'annonce du Brexit, le Royaume-Uni connaît une plus faible croissance.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	1,1	18,2	80,5
Valeur ajoutée (en % du PIB)	0,5	18,6	70,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-0,4	3,1	1,5

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs socio-économiques	2018	2019 (e)	2020 (e)
Taux de chômage (%)	4,1	4,2	4,5

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles



Tableau représentant les différents secteurs économiques du Royaume-Uni

L'économie britannique présente toutefois plusieurs déséquilibres. Le Royaume-Uni est assez dépendant au niveau économique de sa capitale, Londres, et "sa City", concentrant presque 20 % de la création de la richesse nationale, et la production par habitant y étant plus élevée que la moyenne nationale. Puis, à l'approche du Brexit, la croissance britannique a ralenti atteignant son niveau le plus bas. Malgré le fait que le Brexit ne soit pas encore effectif alors qu'il était prévu pour le 29 mars 2019, les répercussions économiques qu'il implique sont très lourde pour le Royaume-Uni et l'Union Européenne.

4.3 Prévision sur l'économie du Royaume-Uni

Il est très difficile de prévoir l'avenir économique du Royaume-Uni. En effet aucun pays n'avait quitté l'Union européenne auparavant. Plutôt que de se contenter de quitter les institutions politiques de l'UE, le gouvernement a confirmé son intention de retirer la Grande-Bretagne du marché unique et de l'union douanière européenne (qui permet un commerce sans droits de douane au sein de l'UE et impose un tarif extérieur commun).

Alors que le Brexit n'est pas encore effectif, la croissance a ralenti mais le pays n'est pas en récession. Les avis diffèrent, plusieurs enquêtes prédisent une crise imminente de l'économie britannique alors que d'autre une stabilisation de la croissance.

D'un point de vue européen, le Brexit aura aussi des répercussions sur l'Union Européenne dans beaucoup de secteur mais principalement dans l'économie. De nombreux investisseurs et grandes entreprises se sont déjà rapidement retirés de Londres et se sont installés dans d'autres villes européennes après l'annonce du Brexit et l'effondrement de la Bourse de Londres. On ne sait pas encore ce que l'avenir réservera à l'économie du Royaume-Uni une fois qu'il aura officiellement quitté l'Europe.

Au fils de l'histoire, l'économie britannique a changé selon les politiques économiques choisis par les différents gouvernements (libre-échange, socio-libérale, ...). Le Royaume-Uni a su devenir la 5ème puissance économique mais les actions récentes du gouvernement mettent en doute sa prospérité économique.

Conclusion

D'après tous ces exemples nous voyons que quel que soit la politique du pays l'objectif principal pour l'économie est d'augmenter sa productivité et de la rendre supérieure à son augmentation de population et donc d'augmenter sa croissance pour faire parties des grandes puissances économiques mondiales.

Sources

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_la_France

<https://www.gouvernement.fr/la-croissance>

<https://www.touteurope.eu/actualite/l-economie-europeenne-et-l-euro.html>

<https://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/definition/qu-est-ce-que-union-europeenne.html>

<http://www.euoparl.europa.eu/factsheets/fr/section/188/le-financement>

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GB/presentation-de-l-economie-britannique>

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/revolution-industrielle/3-impact-et-diffusion-mondiale-de-la-revolution-industrielle/>

https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1972_num_27_1_422479

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/monde/brexit-deux-ans-apres-le-vote-comment-se-porte-l-economie-britannique-1477924.html>

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/royaume-uni-la-croissance-au-plus-bas-depuis-2012-963460>

https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e8/Droits_de_douane_%28France%2C_UK%2C_US%29.png

<http://museclio.over-blog.com/article-cours-1ere-histoire-croissance-et-mondialisation-depuis-1850-4-81787351.html>

<http://databaseblb.unblog.fr/category/royaume-uni/economie-britannique/>

https://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_1999_num_18_2_2034

<https://journals.openedition.org/rh19/3514>

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/royaume-uni-economie/>

<http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/united-kingdom/economie-3>

<https://www.imf.org/fr/publications/weo>